

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2007)

Heft: 1753

Artikel: Pétrole contre nature : pour concilier souveraineté nationale et intérêt supranational

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024471>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

l'entreprise a encore des marges suffisantes, voire confortables.

Les nouvelles conditions promises au personnel de Coop ne vont pas améliorer le sort des victimes salariées des *hard*

discounters. La législation suisse sur le travail ne permet pas de combattre leurs méthodes musclées. L'autre moyen de protection est l'extension du champ d'application des conventions collectives. Elle n'est possible

que pour des textes signés entre associations professionnelles et non pour des entreprises individuelles. L'humanisation des conditions de travail de l'ensemble du personnel de vente n'est donc pas pour demain.

Pétrole contre nature

Pour concilier souveraineté nationale et intérêt supranational

Jean-Daniel Delley (28 octobre 2007)

L'Equateur abrite un parc national de près d'un million d'hectares, d'une diversité végétale et animale peu commune. Mais sous ce parc se trouve l'une des plus importantes réserves de pétrole du pays, estimée à 960 millions de barils. Le président nouvellement élu Rafael Correa a repris une idée des organisations de protection de l'environnement: renoncer à exploiter ce champ pétrolifère contre un dédommagement versé par les pays industrialisés, des entreprises et même des particuliers, qui reconnaîtraient de ce fait leur dette écologique à l'égard du

pays.

L'Equateur demande la moitié de la valeur du pétrole non exploité et entend utiliser les recettes exclusivement pour des projets sociaux et environnementaux. L'idée permettrait de réaliser trois objectifs: sauvegarder le cadre de vie des populations indigènes résidant dans le parc, protéger l'exceptionnelle diversité biologique de cette région et contribuer concrètement à la lutte contre le réchauffement climatique.

La Suisse verse d'importants subsides à ses agriculteurs au

titre de la protection de l'environnement et des paysages. La proposition équatorienne relève de la même logique. Reste à savoir si et combien la communauté internationale est prête à payer. D'ailleurs le montant exigé et les modalités de paiement ne convainquent pas: qui peut garantir que les successeurs du président Correa manifesteront la même sagesse? Une rente annuelle, équivalente au bénéfice que l'exploitation pétrolière aurait rapporté chaque année, serait préférable.
